



**GRANDES**

*tendances*

Entre le premier trimestre de 2005 et le trimestre correspondant de 2006, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont créé 84 423 emplois, soit 33,5 % des emplois nets créés dans l'économie canadienne, ce qui représente une hausse par rapport au taux de 17,6 % enregistré au trimestre précédent.

On comptait 2,29 millions d'établissements commerciaux en décembre 2005, soit une baisse de 3,9 % par rapport à décembre 2004.

On a enregistré 1 891 faillites commerciales au premier trimestre de 2006, soit une diminution de 10,9 % par rapport au trimestre correspondant de 2005.

Le pays comptait 2,49 millions de travailleurs indépendants au deuxième trimestre de 2006, soit 0,5 % de moins qu'au trimestre correspondant de 2005. Ce recul représente la première baisse trimestrielle sur douze mois du nombre de travailleurs indépendants depuis 2002.

Les prêts en cours consentis aux entreprises<sup>1</sup> par les banques à charte se sont chiffrés à 105,1 milliards de dollars au premier trimestre de 2006, soit le plus haut niveau en 25 ans. Par rapport au trimestre correspondant de 2005, la hausse est de 6,6 %. Les prêts de moins de 500 000 \$ constituaient 18,3 % de l'ensemble des prêts consentis aux entreprises.

<sup>1</sup> Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

**OUTILS POUR ÉVALUER  
LES COMPÉTENCES EN  
GESTION :**

*Faits saillants des ateliers  
de 2006*

**L**a Direction générale de la politique de la petite entreprise (DGPPE) d'Industrie Canada a animé récemment une série de quatre ateliers réunissant des conseillers auprès de petites entreprises au Canada en vue de faire le point sur l'état des outils d'évaluation de la gestion et de sonder l'intérêt pour ce qui est de l'élaboration d'un nouvel outil d'évaluation des compétences en gestion.

Les compétences en gestion jouent un rôle important dans la réussite ou l'échec d'une entreprise et sont essentielles pour transformer les entreprises en démarrage en entreprises rentables, comme l'indiquent des études montrant que les lacunes en gestion constituent un motif courant d'échec des petites entreprises. D'autres travaux révèlent également que l'accès au financement est peut-être lié à l'expérience en gestion (voir la section « Financement » à la page 7). Par ailleurs, de nombreux propriétaires de petites entreprises ne sont pas conscients des compétences qui leur font défaut. Les outils en usage pour évaluer les compétences en gestion et les lacunes éventuelles ont tendance à être de nature générale et à cibler des entreprises peu perfectionnées ou moins développées. Les ateliers visaient donc à aborder ces questions.

*(suite à la page 2)*

**SOMMAIRE**

<i>Création d'emplois</i> . . . . .	3
<i>Faillites commerciales</i> . . . . .	4
<i>Travail indépendant</i> . . . . .	4
<i>Établissements commerciaux</i> . . . . .	6
<i>Financement</i> . . . . .	7
<i>Faits nouveaux</i> . . . . .	8





(suite de la page 1)

Les participants aux ateliers ont reconnu que les crises des entreprises sont souvent attribuables à des lacunes dans les compétences du gestionnaire. La capacité du conseiller de l'entreprise à mettre au jour les lacunes au chapitre des compétences et à les combler en prenant en temps opportun des mesures adéquates est essentielle et peut être renforcée grâce à des outils complémentaires ciblant les compétences en gestion.

Les outils jugés les plus utiles par les participants étaient de nature à guider le jugement d'expert du conseiller, plutôt qu'à s'y substituer. Ces outils doivent aussi être assez souples pour s'adapter à tout l'éventail des contextes, des styles et des critères de succès qui caractérisent le travail de l'entrepreneur et aider le conseiller à cerner objectivement le problème qu'il signalera à son client. C'est pourquoi les outils d'auto-évaluation à l'usage du client étaient jugés moins utiles.

Rien n'indique, d'après les ateliers, que la mise au point de nouveaux outils de diagnostic s'impose. Les participants préconisaient plutôt que l'on fasse connaître davantage les outils de diagnostic actuels et les travaux de recherche pertinents. (Le tableau 1 présente quelques exemples d'outils d'évaluation des compétences en gestion en ligne qui s'offrent actuellement). Sans nier l'intérêt des outils permettant d'évaluer les lacunes sur le plan des compétences en gestion, de nombreux participants accordent encore

plus d'importance à l'établissement d'un plan d'action qui remet réellement les dirigeants et leur entreprise sur la bonne voie.

Dans cette perspective, la grande majorité des participants ont fait état de l'utilité du réseautage et de l'échange d'information. Ils estiment également que la recherche établissant un lien entre l'amélioration des compétences en gestion et le rendement final aiderait à faire valoir aux propriétaires de petites entreprises l'utilité d'acquérir ces compétences. Ils jugent pertinent de promouvoir davantage les programmes de formation en place à l'intention des conseillers, comme APEC-IBIZ<sup>1</sup>.

Les conclusions de l'atelier confirment l'importance des compétences en gestion pour la réussite des petites entreprises, ainsi que la nécessité d'évaluer l'ensemble des compétences des propriétaires de petites entreprises. Elles font également ressortir le besoin de mieux faire connaître aux conseillers d'entreprise les travaux de recherche pertinents et l'éventail d'outils de diagnostic actuellement en usage.

Pour obtenir copie du rapport de l'atelier, visitez le site [www.strategis.gc.ca/competences\\_en\\_gestion](http://www.strategis.gc.ca/competences_en_gestion).

<sup>1</sup> APEC-IBIZ est un programme de formation et de certification à l'intention des conseillers auprès des petites entreprises de la région de la Coopération économique Asie-Pacifique ([www.apec-ibiz.org](http://www.apec-ibiz.org)).

*Tableau 1 : Exemples d'outils d'évaluation des compétences en gestion en ligne*

Agence	Nom de l'outil	Site Web
Banque de développement du Canada	Auto-évaluation de l'entrepreneur BDC	<a href="http://www.bdc.ca/fr/business_tools">www.bdc.ca/fr/business_tools</a>
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Outil d'affaire APECA : pratique de gestion	<a href="http://www.acoa.ca/f/business/practices">www.acoa.ca/f/business/practices</a>
Leadership and Management Development Council of British Columbia	Outil de diagnostic pour petites entreprises	<a href="http://www.smallbusinesscheckup.com">www.smallbusinesscheckup.com</a>

# CRÉATION *d'emplois*

**S**elon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, le nombre d'emplois rémunérés a augmenté de 251 814 au premier trimestre 2006 par rapport à la même période en 2005, pour atteindre 13 475 223 emplois (voir le tableau 2). Cela représente une croissance annuelle de 1,9 %, soit la plus forte hausse depuis le deuxième trimestre de 2003. Bien que la croissance provenait surtout des grandes entreprises<sup>1</sup>, la contribution des petites entreprises à la création d'emploi au premier trimestre de 2006 (33,5 %) était plus importante que lors des sept trimestres précédents.

L'Alberta et la Saskatchewan sont les provinces qui ont connu les plus fortes croissances annuelles de l'emploi au premier trimestre de 2006, avec respectivement 4,7 % et 4,9 %. Par contre, l'emploi s'est replié à l'Île-du-Prince-Édouard (-3,8 %) ainsi que à Terre-Neuve-et-Labrador (-2,3 %).

C'est surtout dans l'Ouest du pays que les petites entreprises ont créé de l'emploi. Au premier trimestre 2006, le nombre d'emplois dans les petites entreprises de l'Alberta s'est accru de 2,1 % par rapport à la même période en 2005, autant qu'en Colombie-Britannique. Les petites entreprises de la Saskatchewan ont également bien fait, affichant une croissance annuelle de 1,8 %. Dans le centre du pays, l'emploi dans les petites entreprises ontariennes a augmenté de 1,8 % alors que la croissance de l'emploi dans cette catégorie a été modeste au Québec (0,4 %). Dans l'Est du Canada, le gain a également été plus mitigé. Les petites entreprises de l'Île-du-Prince-Édouard ont même perdu 1,7 % de leur effectif en un an et celles de Terre-Neuve-et-Labrador en ont perdu 1,4 %.

<sup>1</sup> Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés et les entreprises moyennes, entre 100 et 499 employés. Les grandes entreprises sont celles qui ont un effectif de 500 employés ou plus.

*Tableau 2 : Variation annuelle de l'emploi rémunéré<sup>1,2</sup> selon la province et le territoire, premier trimestre de 2006*

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation totale (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T1 2005	1,2	162 310	-7,4	32,3	-20,2	-29,6	-24,8	6,2	11,4	17,6	107,2
T2 2005	1,2	160 817	-3,8	-5,4	12,2	10,4	13,5	24,3	-20,0	4,3	82,2
T3 2005	1,4	186 005	3,8	-2,6	14,4	11,1	26,8	18,6	-8,4	10,2	63,1
T4 2005	1,6	219 582	6,7	-3,7	5,8	8,8	17,6	11,3	-1,3	9,9	72,4
T1 2006	1,9	251 814	11,2	2,0	10,2	10,2	33,5	7,8	-0,6	7,1	59,3
Province et territoire	Taux de croissance (%)										
Terre-Neuve-et-Labrador	-2,3	-3 927	-1,0	-1,6	-1,5	-1,3	-1,4	-8,8	-32,5	-16,5	0,2
Île-du-Prince-Édouard	-3,8	-2 187	-1,0	-4,4	2,3	-3,0	-1,7	28,7	-25,2	10,2	-10,3
Nouvelle-Écosse	3,6	12 893	1,5	-2,2	0,3	3,0	0,2	8,0	3,8	6,9	5,1
Nouveau-Brunswick	2,2	6 131	1,3	-1,4	0,0	9,8	1,4	10,6	-10,7	5,3	2,1
Québec	0,2	7 282	1,2	0,5	0,7	-0,9	0,4	-1,8	0,9	-1,1	0,6
Ontario	1,6	80 524	4,9	-0,5	1,3	2,9	1,6	1,3	-0,8	0,7	1,8
Manitoba	1,8	9 115	0,2	0,2	1,2	0,5	0,5	1,7	7,2	3,3	2,2
Saskatchewan	4,9	19 281	0,1	-0,3	2,8	6,4	1,8	-9,7	-15,9	-11,8	13,1
Alberta	4,7	69 034	2,9	1,6	3,5	2,9	2,1	2,3	10,2	4,5	6,7
Colombie-Britannique	3,3	54 463	4,5	1,7	4,7	6,1	2,1	6,8	-1,4	4,2	2,3
Yukon <sup>3</sup>	5,0	754	2,3	-4,9	12,9	-17,6	-0,9	-1,5	—	—	—
Territoires du Nord-Ouest <sup>3</sup>	-5,1	-1 105	-2,2	2,2	-5,2	-0,7	-1,1	12,6	—	—	—
Nunavut <sup>3</sup>	-3,8	-443	3,6	11,1	3,2	-4,3	2,8	7,2	—	—	—
<b>Total – Canada</b>	<b>1,9</b>	<b>251 814</b>	<b>3,1</b>	<b>0,3</b>	<b>1,8</b>	<b>2,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>2,5</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, mars 2006.

<sup>1</sup> La variation annuelle de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

<sup>2</sup> Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

<sup>3</sup> Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille et au territoire.

# FAILLITES

## *commerciales*

**A**u premier trimestre de 2006, le nombre de faillites commerciales a baissé de 10,9 % par rapport à la même période en 2005, passant de 2 122 à 1 891. Il s'agit du 17<sup>e</sup> trimestre consécutif affichant une baisse sur 12 mois. Toutefois, le nombre de faillites a augmenté de 9,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2005 (1 726 faillites). Quatre secteurs comptaient à eux seuls pour plus de la moitié des faillites commerciales au 1<sup>er</sup> trimestre de 2006, soit ceux de la construction (330), de la vente au détail (302), de l'hébergement et de la restauration (222), ainsi que du transport et de l'entreposage (180).

À l'inverse du nombre de faillites, le passif lié aux faillites commerciales a connu une croissance annuelle de 52 % au

premier trimestre 2006, pour se chiffrer à 872 millions de dollars. Cette forte hausse est notamment attribuable au secteur de la finance et de l'assurance, où le passif est passé de 8 millions de dollars au premier trimestre 2005 à 287 millions de dollars un an après. Par conséquent, le passif moyen par entreprise faillie s'est accru de 70 % par rapport au premier trimestre 2005 pour s'établir à 460 000 \$. Le secteur de la finance et de l'assurance présentait le plus important passif moyen, soit 10,3 millions de dollars par entreprise faillie pour seulement 28 faillites. Le passif moyen était également élevé dans le secteur manufacturier (817 000 \$). Par contre, le passif moyen du secteur de la construction, qui représentait la plus grande partie des faillites commerciales (17,5 %), était de 186 000 \$, bien en deçà du passif moyen pour l'ensemble des secteurs.

# TRAVAIL *indépendant*

**L'***Enquête sur la population active* de Statistique Canada classe les travailleurs indépendants en cinq catégories :

- travailleurs d'entreprise constituée en société avec aide rémunérée
- travailleurs d'entreprise constituée en société sans aide rémunérée
- travailleurs d'entreprise non constituée en société avec aide rémunérée
- travailleurs d'entreprise non constituée en société sans aide rémunérée
- travailleurs familiaux non rémunérés.

À l'aide des données tirées de l'*Enquête sur la population active* de 2005, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a examiné les profils

professionnels des travailleurs autonomes en 1990 et en 2005. En raison de leur nombre peu élevé, les travailleurs familiaux non rémunérés ont été exclus de l'analyse.

La répartition professionnelle de l'emploi des travailleurs rémunérés est demeurée relativement constante au cours des dernières années : le nombre d'employés dans les trois professions qui en comptent la plus grande proportion (affaires, finance et administration; ventes et services; et métiers, transports et machinerie) est demeuré stable aux alentours de 60 % de l'emploi rémunéré (voir le tableau 3).

En revanche, les travailleurs indépendants se tournent de plus en plus vers des professions axées sur le service et délaissent les industries primaires. Entre 1990 et 2005, la proportion de travailleurs indépendants dans les professions propres à

*(suite à la page 5)*

(suite de la page 4)

l'industrie primaire a reculé, passant de 19,3 % à 11,5 %. Cette baisse était surtout marquée parmi les entreprises non constituées en société dans les industries primaires, où la proportion de travailleurs indépendants a diminué de moitié environ.

Au cours de la même période, la proportion de travailleurs indépendants a progressé modérément dans les industries du savoir, notamment la santé; les arts, la culture, le sport et les loisirs; et les sciences naturelles et appliquées. Les postes de gestion, en particulier, comptent une part importante de travailleurs indépendants dans toutes les catégories de travailleurs, surtout parmi les travailleurs indépendants d'entreprise constituée en société avec aide rémunérée

(40,9 % en 2005). En outre, alors que le nombre global de travailleurs indépendants a augmenté d'environ 36,8 % entre 1990 et 2005, cette augmentation a touché plus particulièrement certains secteurs de services, soit de 170 % dans les sciences naturelles et appliquées; de 85,6 % dans les services de santé; et de 53,1 % dans les affaires, la finance et l'administration. Cette tendance n'a rien de surprenant, puisque que de plus en plus souvent, les travailleurs indépendants ont fait des études supérieures<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Selon l'Enquête sur la population active, la proportion de travailleurs indépendants possédant au moins un certificat d'études postsecondaires est passée de 40,1 % en 1990 à 58,7 % en 2005.

Tableau 3 : Répartition des travailleurs indépendants<sup>1</sup> selon la catégorie de travailleurs et la profession (en pourcentage), Canada, 1990 et 2005

Profession	Employés		Travailleurs indépendants		Entreprise constituée en société				Entreprise non constituée en société			
					Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée		Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée	
	1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005	1990	2005
Affaires, finance et administration	21,3	19,4	8,9	9,9	11,7	9,6	12,2	14,6	5,8	7,0	6,8	8,9
Secteur de la santé	5,5	6,2	3,5	4,7	3,4	5,3	1,6	2,3	8,8	12,0	2,1	3,7
Gestion	7,4	6,9	20,3	20,1	40,8	40,9	21,6	16,4	22,7	26,8	8,9	10,2
Sciences naturelles et appliquées	5,6	7,0	3,0	5,9	4,3	4,5	5,7	12,1	1,4	2,2	2,7	5,5
Arts, culture, sport et loisirs	2,0	2,4	5,1	7,0	1,9	1,8	5,6	7,0	2,2	2,0	8,2	10,9
Sciences sociales, enseignement et administration publique	7,1	8,7	5,8	6,6	2,5	3,0	0,8	3,6	5,7	6,7	8,8	9,5
Secteur primaire	2,4	2,1	19,3	11,5	5,2	7,3	7,9	10,6	21,9	12,8	24,8	12,8
Ventes et services	24,0	25,3	15,7	15,8	12,2	9,3	15,7	13,5	11,5	12,6	19,9	20,4
Métiers, transports et machinerie	16,4	14,5	17,4	16,5	16,4	15,1	27,6	18,1	18,8	15,9	17,1	16,9
<b>Total, toutes les professions</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, tableaux spéciaux.

<sup>1</sup> Les travailleurs familiaux non rémunérés sont exclus du tableau à cause de leur faible représentation.





# ÉTABLISSEMENTS *commerciaux*

**S**elon la base de données du Registre des entreprises de Statistique Canada, on comptait au Canada 2 285 090 établissements commerciaux<sup>1</sup> en décembre 2005 (voir le tableau 4), soit une baisse de 3,9 % par rapport à décembre 2004. Pendant cette période, le nombre d'entreprises dans la catégorie « entreprises indéterminées<sup>2</sup> » a diminué de 102 059 en chiffres absolus, ce qui équivaut à une perte de 7,6 %. Simultanément, le nombre d'établissements employeurs a augmenté de 10 042, soit 1 %.

En décembre 2005, les petites entreprises (celles comptant moins de 100 employés) représentaient 97,6 % des établissements employeurs. Parmi elles, les microentreprises (comptant moins de cinq employés) constituaient 57,2 % des établissements employeurs. Les entreprises de taille moyenne (comptant entre 100 et 499 employés) représentaient 2,2 % des établissements employeurs, et les grandes entreprises (au moins 500 employés), 0,3 %. Ces proportions sont généralement demeurées relativement stables.

En décembre 2005, la plupart des établissements commerciaux se trouvaient en Ontario (37,2 %) et au Québec (20,7 %). Les quatre provinces de l'Ouest représentaient 36,1 % du total, et le Canada atlantique, 5,7 %. Bien qu'on n'ait observé aucun changement substantiel dans cette répartition géographique depuis 2002, la proportion d'établissements commerciaux québécois dans le total des entreprises canadiennes a diminué de 1,3 % par rapport à son niveau de décembre 2004.

<sup>1</sup> Pour qu'un établissement commercial soit inclus dans la base de données du Registre des entreprises de Statistique Canada, l'entreprise à laquelle il appartient doit satisfaire à l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (les retenues sur la paie étant remises à l'Agence du revenu du Canada), réaliser un chiffre d'affaires annuel de 30 000 \$ ou être constituée en société et avoir produit une déclaration fédérale de revenus des sociétés au moins une fois au cours des trois dernières années. Certains établissements commerciaux peuvent appartenir à la même entreprise et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial.

<sup>2</sup> La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui n'ont pas de compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et (ou) des propriétaires.

*Tableau 4 : Établissements commerciaux, selon la taille de l'établissement et la province ou le territoire, décembre 2005*

Province ou territoire	Grand total	Entreprises indéterminées <sup>1</sup>	Total	Établissements avec salariés							
				Taille des établissements (nombre d'employés)							
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+
Terre-Neuve-et-Labrador	25 684	8 872	16 812	10 015	3 056	1 786	1 242	375	182	100	56
Île-du-Prince-Édouard	10 225	3 884	6 341	3 615	1 120	767	546	168	69	43	13
Nouvelle-Écosse	53 053	22 851	30 202	16 653	5 422	3 812	2 675	909	462	184	85
Nouveau-Brunswick	42 244	16 334	25 910	15 092	4 489	3 026	2 123	666	319	137	58
Québec	472 475	233 511	238 964	151 028	37 475	23 575	16 348	5 778	2 752	1 378	630
Ontario	850 778	500 572	350 206	187 160	59 883	44 846	34 733	12 851	6 208	3 245	1 280
Manitoba	75 015	39 779	35 236	18 492	6 239	4 902	3 467	1 211	527	290	108
Saskatchewan	95 464	56 590	38 874	22 233	7 059	4 771	3 190	952	388	206	75
Alberta	308 433	165 275	143 158	81 403	24 572	17 215	12 203	4 267	2 120	1 009	369
Colombie-Britannique	345 227	182 495	162 732	94 748	28 003	19 140	13 076	4 487	1 962	950	366
Territoire du Yukon	2 838	1 283	1 555	787	315	202	180	44	14	11	2
Territoire du Nord-Ouest	2 756	1 019	1 737	679	348	308	267	78	37	16	4
Nunavut	898	267	631	181	151	136	110	33	12	7	1
<b>Total – Canada</b>	<b>2 285 090</b>	<b>1 232 732</b>	<b>1 052 358</b>	<b>602 086</b>	<b>178 132</b>	<b>124 486</b>	<b>90 160</b>	<b>31 819</b>	<b>15 052</b>	<b>7 576</b>	<b>3 047</b>
<b>Proportion des établissements avec salariés</b>			<b>100,0 %</b>	<b>57,2 %</b>	<b>16,9 %</b>	<b>11,8 %</b>	<b>8,6 %</b>	<b>3,0 %</b>	<b>1,4 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>0,3 %</b>

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, décembre 2005.

<sup>1</sup> La catégorie des « entreprises indéterminées » comprend les entreprises constituées ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et (ou) des propriétaires.

# FINANCEMENT

## Compétences en gestion et accès des PME au financement

Les résultats qu'obtient une petite ou moyenne entreprise dépendent de la compétence et de la capacité de ses dirigeants. En 2003, une étude réalisée par le RBC Groupe Financier et d'autres collaborateurs, qui a porté sur l'importance de la capacité des dirigeants dans la croissance des entreprises, semble indiquer que souvent, les dirigeants de PME canadiennes vouées à une croissance rentable qui ne parviennent pas à obtenir le succès commercial ne possèdent pas les compétences en organisation et le leadership requis pour relever les défis<sup>1</sup>. Le rapport met en évidence neuf difficultés internes auxquelles se heurtent les PME en plein essor, notamment l'accès au financement.

En 2004, les trois principaux obstacles à la croissance et au développement des entreprises cités dans une enquête sur les PME<sup>2</sup> de Statistique Canada incluaient le niveau d'imposition, la difficulté à trouver de la main-d'œuvre qualifiée et la fluctuation de la demande (voir la figure 1). Bien que

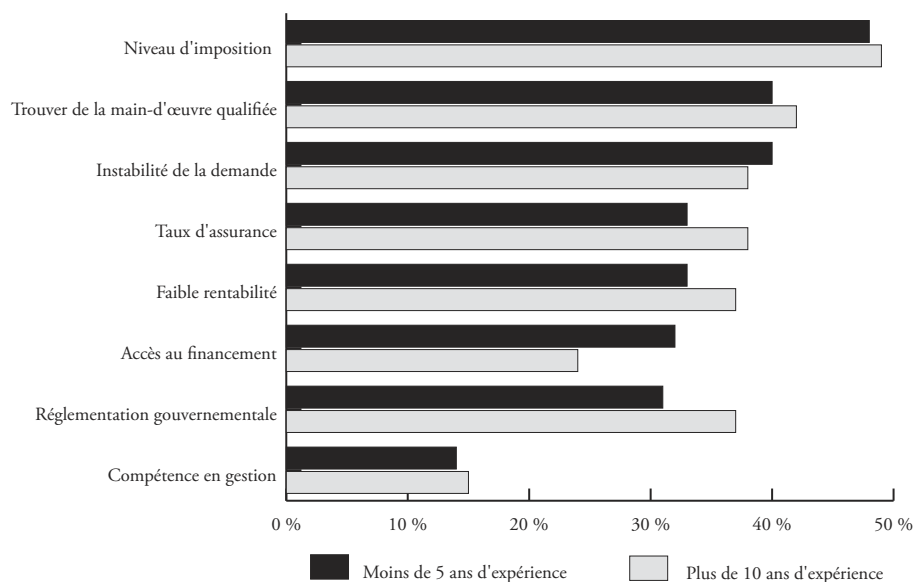
l'obtention de financement arrive plus bas sur la liste des obstacles à la croissance, quelle que soit la capacité de gestion, ceux qui possèdent moins de cinq années d'expérience citaient généralement cette difficulté plus souvent parmi les obstacles (32 %) que ceux possédant plus d'années d'expérience (24 %).

Pour ce qui est de l'accès au financement par emprunt, les entreprises comptant plus de 10 années d'expérience faisaient état d'un taux de refus moindre (11 %) par rapport à celles comptant moins de cinq années d'expérience (16 %). Cette différence n'est pas importante et mérite un examen plus approfondi, mais elle donne à penser que la capacité de gestion intervient dans la capacité d'une entreprise à avoir accès au financement pour assurer sa croissance commerciale.

<sup>1</sup> RBC Groupe Financier, Queen's School of Business, Manufacturiers et Exportateurs du Canada et Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. *Gestion et expansion : Assurer une réussite durable aux PME canadiennes*, [www.rbc.com/nouvelles/pdf/20031022sme-fr-full.pdf](http://www.rbc.com/nouvelles/pdf/20031022sme-fr-full.pdf)

<sup>2</sup> Le Programme de recherche sur le financement des PME de 2004 a classé les obstacles à la croissance des entreprises signalés par les entrepreneurs canadiens.

Figure 1 : Obstacles perçus à la croissance et au développement des entreprises, selon les compétences en gestion (en pourcentage), 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

# FAITS nouveaux

## Conférence de 2006 de l'International Council for Small Business

**L'**International Council for Small Business (ICSB) a tenu sa conférence annuelle du 18 au 21 juin à Melbourne, en Australie. La conférence, qui avait pour thème « Entrepreneurship: Unique Solutions for Unique Problems », a attiré des universitaires, des décideurs, des agents de développement économique et des organisations non gouvernementales du monde entier, qui ont fait part de leurs travaux et discuté des problèmes liés à l'entrepreneuriat et aux petites entreprises.

Des études ont été présentées dans plusieurs domaines, notamment des études de cas sur l'entrepreneuriat; le commerce électronique et la technologie; l'entreprise familiale; les finances (microcrédit, investisseurs providentiels et capital de risque); le développement économique; la mondialisation;

la croissance; la sortie de crise et le développement; la politique; la recherche et les méthodes de recherche.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'ICSB et la conférence, veuillez consulter le site [www.icsb2006.org](http://www.icsb2006.org).

## Conférence mondiale de l'OCDE sur l'amélioration du financement pour l'entrepreneuriat et la croissance des PME

**L**a Conférence mondiale de l'OCDE sur l'amélioration du financement pour l'entrepreneuriat et la croissance des PME s'est tenue du 28 au 30 mars à Brasilia, au Brésil. Les participants se sont penchés sur la façon dont les gouvernements pouvaient aider les entrepreneurs à obtenir du financement pour développer leur entreprise.

La délégation canadienne a assisté à l'atelier sur le crédit, qui portait sur un éventail de questions ayant trait au financement par emprunt des PME, notamment les conditions et caractéristiques du cadre réglementaire et institutionnel susceptible d'assurer le fonctionnement d'un marché des capitaux répondant aux besoins des PME, ainsi que les questions ayant trait à l'évaluation, à l'atténuation et au partage du risque.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la conférence de l'OCDE, veuillez consulter le site [www.ocde.org](http://www.ocde.org).

## Le 23<sup>e</sup> colloque du Conseil canadien des PME et de l'entrepreneuriat

**L**e 23<sup>e</sup> colloque du Conseil canadien des PME et de l'entrepreneuriat (CCPME), qui a pour thème « Entrepreneuriat, PME et développement économique local » aura lieu du 28 au 30 septembre à Trois-Rivières, au Québec. Il réunira des universitaires, des décideurs, des professionnels du soutien aux entreprises et des agents de développement économique. Ces participants se pencheront, entre autres, sur les stratégies qui s'offrent au Canada aux acteurs du développement économique local pour faire face à la concurrence accrue de pays dont l'avantage réside dans l'abondance de la main-d'œuvre.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le CCPME et le colloque de septembre, consultez le site [www.ccsbe.org](http://www.ccsbe.org).

## Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse [prg-sbp@ic.gc.ca](mailto:prg-sbp@ic.gc.ca). Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part au rédacteur :

Rova Rabemananjara  
Courriel : [rabemananjara.rova@ic.gc.ca](mailto:rabemananjara.rova@ic.gc.ca)

Direction générale de la politique de la petite entreprise  
Industrie Canada  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5  
Téléphone : (613) 941-1462  
Télécopieur : (613) 946-1035  
Site Web : [www.strategis.gc.ca/recherchepe](http://www.strategis.gc.ca/recherchepe)

### Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel ([copyright.droitdauteur@communication.gc.ca](mailto:copyright.droitdauteur@communication.gc.ca)).

N° de cat. C12-18/8-2  
ISSN 1205-9099  
60026B



10 %